

AF ALPA – CGT – UGICT-CGT – SGFO CIFO – CFE/CGC – CFTC – SNMSAC UNSA – UNSA SMAF – UNAC – SNPNC (FO)

TOUS ENSEMBLE, SAUVONS LE CCE

Un peu plus de 10 millions € perçus en cours d'année 2008, un prêt de 6 millions € reçu en mai 2009, la totalité de la subvention (environ 45 millions €) versée par Air France anticipée en début d'année en lieu et place de versements trimestriels, l'anticipation du paiement des vacances par les salariés, une avance de trésorerie en décembre 2008 prévue être répétée en décembre 2009. **Où est passé l'argent ?**

Moins de vacanciers, beaucoup moins d'enfants dans les centres et donc de fait moins de subvention servie aux salariés. Pourtant, toujours autant, sinon plus de dépenses. **Comment l'argent a-t-il été utilisé ?**

Pour répondre à ces questions, un audit des comptes a été lancé, voici quelques semaines. Tous les syndicats sont d'accord sur un point : nous devons comprendre. Il faut savoir où en est la trésorerie. Il faut reconstruire une comptabilité analytique. Si les comptes 2008 ont été approuvés par une majorité dans des circonstances où des engagements avaient été pris et de nombreuses réserves avaient été émises, tout semble encore pire en 2009. Pourquoi ?

C'est la Commission de contrôle financier du CCE qui a mis un cahier des charges en place et qui a choisi le cabinet d'audit. Dès le début du travail de l'expert, il se passe 2 faits marquants :

- une note aux personnels du CCE les encourageant à répondre « librement » à l'expert lors d'entretiens qui auront tous lieu au niveau du bureau des élus, les entretiens devant être suivis d'un rapport écrit des salariés remis à leur hiérarchie !
- un refus de communiquer, d'abord sur la trésorerie, puis sur les contrats, la volonté de transparence de la part des organisations syndicales immédiatement battue froid !

Face à cette situation, toutes les organisations syndicales de l'entreprise, hormis la CFDT, ont décidé de mettre entre parenthèses le bureau actuel du CCE composé exclusivement de membres CFDT ou associés. **Ainsi, CGT, UGICT-CGT, SGFO, CIFO, CFE-CGC, CFTC, SNMSAC UNSA, UNSA SMAF, AF ALPA, UNAC et SNPNC (FO) ont décidé de mettre en place toutes les conditions nécessaires à la réalisation de l'audit de gestion des comptes** que même la CFDT avait souhaité voir se réaliser.

Les évènements se sont précipités et le Commissaire aux comptes, mandaté par le CCE, a décidé de déclencher une alerte en raison de la situation financière lamentable du CCE, situation déjà connue depuis des mois mais qui est soudainement mise en exergue. Le risque induit est de retrouver le CCE sous administration judiciaire ; les vacances bloquées, le patrimoine revendu pour payer les salaires et les dettes. **Il devenait urgent de tout faire, ensemble, pour sauver le Comité Central d'Entreprise d'Air France.**

Alors, entre organisations de bonne volonté, celles qui sont catégorielles et celles qui sont confédérées, celles qui ont pratiqué l'inversion des flux et celles qui s'y opposent, celles qui ont géré le CCE et celles qui les ont parfois brocardées, celles qui ont des élus et celles qui n'en ont pas, nous avons décidé de passer à l'action très rapidement car le temps est compté. URSSAF non payé, caisses de retraite non payées, mutuelle non payée, fournisseurs non payés... **Comment retrouver l'équilibre, comment permettre au CCE de survivre à ce séisme ?** Nous avons mis ensemble nos forces en choisissant de mettre en place un bureau restreint (4 membres au lieu de 7 dans le mandat en cours), un bureau composite et que nous voulons efficace :

- Jean-Yves Quinquenel, Alliance PN, en tant que Secrétaire Général,
- José Rocamora, CGT, en tant que Secrétaire Général Adjoint
- Didier Dague, FO, en tant que Trésorier
- Bruno Nègre, CFE-CGC, en tant que Trésorier Adjoint.

Ils vont se battre, et avec eux toutes nos organisations, pour rendre au CCE sa vie et son âme. Les obstacles sont nombreux, les embûches considérables mais nous croyons que nous pouvons, dans les heures, les jours et les semaines qui viennent, remettre à flot le navire pour poursuivre un mandat qui semblait pourtant être arrivé au naufrage.

Ce bureau restera en place jusqu'à mi-janvier 2010 et sera ensuite remplacé par un bureau définitif, lorsque la situation sera éclaircie.

Tout ne va pas être réglé rapidement. Les difficultés rencontrées pour l'inscription en ligne ne vont pas miraculeusement se lever, les contrats passés ne vont pas pouvoir être dénoncés, mais nous n'avons qu'une obsession en tête : les salariés de l'entreprise et ceux du CCE qui, pour la plupart, ont très mal vécu cette période. Nous allons construire pour eux, avec eux. **Nous avons su, tous, gérer nos différences en prenant nos responsabilités tous ensemble pour pérenniser les activités sociales du CCE au seul bénéfice des salariés.**

Nous avons confiance dans la réussite de ce sauvetage de la dernière chance !